

2 grèves, 2 succès : Bénéteau, Clinique Saint-Charles

Le rapport de forces par la mobilisation

⇒ Pour l'augmentation générale des salaires chez Bénéteau

Plus de **80 %** du personnel en grève le 10 juin.

3 rassemblements de **300** salariés chacun aux portes des usines de Challans et Saint-Gilles, ainsi que du siège social.

Avec un objectif : **+ 1,5 %** d'augmentation générale, **atteint le jour même**.

Ouest France – 11/06/2015

Bénéteau : les salariés seront augmentés

Après un mois de négociations et un débrayage (hier matin), les salariés de Bénéteau ont arraché une hausse de salaire d'1,5 %.



Les salariés de Bénéteau (ici, à Dompierre-sur-Yon) ont débrayé mercredi matin. Quelques heures après, ils obtenaient une revalorisation salariale.

Suite de l'article page suivante

Site Journal du Pays Yonnais - 25/06/2015 à 09:12

La Roche-sur-Yon

Clinique Saint-Charles : infirmières et aides-soignantes en grève

En colère contre un projet de réorganisation qui "va encore dégrader les soins", elles ont décidé de ne plus travailler tant que la direction n'a pas engagé de négociations.



Suite de l'article page suivante

⇒ Pour le retrait d'une nouvelle réorganisation du temps de travail à la Clinique Saint-Charles

48 heures de grève quasi-totale, suivie à plus de **90 %**, les 25 et 26 juin.

Une direction qui n'aura pourtant pas hésité à envoyer des ordres de réquisition illégaux ; mal lui en a pris, la détermination des agents s'en est fortifiée.

Leur revendication : **retrait du projet de réorganisation du temps de travail**. Projet dont les agents feront les frais (baisse des effectifs, remise en cause des RTT et des qualifications), mais également les patients.

Retrait obtenu le 26 juin.

À Bénéteau comme à la Clinique Saint-Charles, la mobilisation a été un plein succès. Un succès auquel ont pris part les équipes Force Ouvrière. Elles ont contribué à la définition des revendications, à organiser la grève et les négociations.

Bénéteau : les salariés seront augmentés

Après un mois de négociations et un débrayage (hier matin), les salariés de Bénéteau ont arraché une hausse de salaire d'1,5 %.



Les salariés de Bénéteau (ici, à Dompierre-sur-Yon) ont débrayé mercredi matin. Quelques heures après, ils obtenaient une revalorisation salariale.

Le bras de fer durait depuis plusieurs semaines déjà. Il avait commencé en mai. Dans le cadre des négociations sur les salaires, la direction avait proposé aux salariés du groupe (3 000 salariés en Vendée) une augmentation salariale de 0,3 %. Les syndicats n'avaient pas beaucoup aimé. « Les dividendes reversés aux actionnaires n'ont pas baissé, eux », fait remarquer Sébastien Coulon-Febvre, délégué syndical FO. « Il n'y pas de partage des richesses », dénonce encore le syndicaliste. Pour mémoire, les salariés réclamaient 3 % d'augmentation. Autant dire que le compte n'y était pas.

Nouvelle réunion le 29 mai, et nouvelle déception des syndicats. « Cette fois, rappelle Sébastien Coulon-Febvre, la direction nous proposait une augmentation de 0,6 %. » Tout aussi inacceptable pour les représentants syndicaux, qui y voyaient même une provocation, « surtout quand on sait que l'an dernier, l'augmentation était de 0,7 % ». Une attitude, de la part de la direction, qui a fini par sérieusement agacer les syndicats.

Un mouvement de grève très suivi

Hier, ils l'ont appuyé sur le bouton

du débrayage. Sur tous les sites vendéens, de Dompierre-sur-Yon à Saint-Gilles-Croix-de-Vie en passant par Le Poiré-sur-Vie (1), les salariés ont stoppé le travail.

Un appel intersyndical visiblement entendu, puisque, de source syndicale, 80 à 90 % des salariés ont suivi le mouvement. « La dernière fois qu'on avait fait grève, se souvient un ancien de la boîte, c'était en 2007, et c'était déjà pour des questions salariales. À chaque fois, c'est pareil, ils nous demandent toujours plus, mais ils ne veulent rien donner en échange. Y en a ras-le-bol. »

La réaction des salariés a-t-elle été déterminante, hier matin ? Toujours est-il qu'à l'issue d'une nouvelle réunion, la direction a proposé une augmentation d'1,5 %. L'augmentation arrachée représentera 25 € pour un salaire de base de 1 650 €. En fin de matinée, les syndicats appelaient les salariés à stopper le mouvement et reprendre le travail.

Ph. E.

(1) Le groupe SPBI (Bénéteau-Jeanneau) est également présent à Saint-Hilaire-de-Riez, Commequiers, Challans, Belleville-sur-Vie, Givrand, Cholet, Les Herbiers.

Site Journal du Pays Yonnais - 25/06/2015 à 09:12

La Roche-sur-Yon

Clinique Saint-Charles : infirmières et aides-soignantes en grève

En colère contre un projet de réorganisation qui "va encore dégrader les soins", elles ont décidé de ne plus travailler tant que la direction n'a pas engagé de négociations.

7 h 15, ce jeudi 25 juin, sur le parvis de l'entrée de la clinique Saint-Charles. L'équipe d'infirmières et d'aides-soignantes qui devait prendre son service ne franchira pas les portes vitrées de l'établissement de La Roche-sur-Yon.

« On ne peut pas faire vite et bien »

Le piquet de grève s'organise derrière les drapeaux Force ouvrière et CFDT. Sur les banderoles en carton, une exigence plus qu'un slogan : « On veut des soins de qualité ».

Dans leur viseur, un processus de réorganisation « qui implique une baisse du personnel soignant auprès des patients », explique Anne-Marie Zouré, infirmière et déléguée syndicale FO. Sabine Esnault, infirmière et déléguée CFDT, détaille : « En unité de soin continue, par exemple, on passerait de deux infirmières et une aide-soignante pour huit

patients à deux infirmières ».

Aucun licenciement n'est prévu, mais « la direction place les aides-soignantes sur d'autres tâches réalisées par Sodexo de manière à baisser sa prestation. Pour le personnel restant, cela signifie une augmentation de la charge de travail », peste Sabine Esnault.

C'est là que le bât blesse. « On ne peut pas travailler vite et bien », complète une infirmière. « Il y en a marre que les soins se dégradent, insiste Anne-Marie Zouré. On fait des journées de douze heures, en multipliant les tâches. On est moins à l'écoute des patients, plus stressés. Ça rejaille sur eux ».

L'accès à la clinique n'est pas bloqué, mais l'établissement ne tourne au ralenti. « On est en colère, mais on a vérifié que les patients n'étaient pas seuls dans les services », insiste Anne-Marie Zouré.



Une rencontre avec Alain Foltzer, directeur général du groupe 3H**, est prévue dans la matinée. « Si la direction reporte son processus et prévoit des négociations en septembre, on lève reprend le travail. »

Pour trouver trace une grève des infirmières et aides-soignantes à Saint-Charles, il faut remonter à 2000. Elles réclamaient 35 heures payées 39. « On avait eu gain de cause », se souvient Anne-Marie Zouré infirmière au sein de la clinique depuis 1989.

La direction n'a pas souhaité nous répondre pour le moment.

Manuel Rodriguez

* Sodexo s'occupe de l'accueil, la restauration, le nettoyage et la maintenance.

** Le groupe 3H est constitué de cinq établissements (cliniques et soins de suite et de réadaptation) à La Roche, les Sables, Laval, Les Essarts et Saumur.

Le 25 juin, jour de grève nationale à l'appel des Fédérations FO, CGT et Solidaires de la Santé, de l'Action Sociale et des Territoriaux.

Plus de 150 agents se sont rassemblés devant la Préfecture de la Vendée.

Ouest France – 20/05/2015

Mobilisation contre la réforme des collèges

Les organisations syndicales appelaient, hier, à manifester contre la réforme Collèges 2016.



Ils étaient 160 à manifester, hier, à La Roche-sur-Yon.

⇒ **FO dans la grève les 19 mai et 11 juin contre la mise à mal du Collège**
Comme en 2013 et 2014 contre la mise à mal du Primaire à travers la mise en œuvre des rythmes scolaires et du Projet Educatif Local.

Ils demandaient le retrait de la réforme Collèges 2016. Hier, environ 160 manifestants ont arpenté les rues de La Roche-sur-Yon. « Une réforme technocratique qui ne répond pas aux besoins des élèves. »

Est pointée, la diminution des horaires disciplinaires par la mise en place de pôles. « Nous craignons mise en concurrence des disciplines, ou la disparition de certaines d'entre elles. » Les syndicats imaginent « une dégradation des conditions de travail en l'absence d'allègement des effectifs de classe, et de concertation dans l'emploi du temps des enseignants ».

Pointée également, l'autonomie qui donne d'avantage d'autorité aux chefs d'établissements pour moduler les horaires disciplinaires sur un même cycle, imposer des pratiques pédagogiques.

Selon Abdel Mekkaoui de Sud Éducation : « Il y a une volonté de déréglementation des cadres nationaux de l'école. Pour faire jouer la

concurrence entre établissements. S'il n'y a plus de cadre national, on fait ce que l'on veut localement. Cette autonomie est un piège. Elle n'est là que pour nous faire gérer la pénurie de moyens, de financement et d'enseignants. »

« Ce n'est pas une réforme pédagogique, mais économique, martèle le syndicaliste de Sud Éducation. On veut économiser des postes, réduire les coûts de formation et donner une souplesse au fonctionnement global pour jouer avec les enseignants et le personnel. »

Albert Deau du FSU, de poursuivre : « Certes, le collège a besoin d'être rénové. Mais cette réforme ne va pas apporter de solutions. Notamment, contre l'échec scolaire. Elle va au contraire l'aggraver, et reconstituer de manière hypocrite, un système de filière et de pallier d'orientation. Les cours particuliers vont se développer, et les inégalités vont être accentuées. »

⇒ Finances Publiques : les élus locaux interpellés, FO DGFIP monte en ligne

Ouest France – 11/06/2015

Deux trésoreries menacées de fermeture

Situées à La Mothe-Achard et à Maillezais, elles font les frais du plan d'économie dans l'administration. Force ouvrière y voit une remise en cause de la proximité.



Sébastien Lièvre et Philippe Rocheteau.

Dans les finances publiques, la cure de régime de l'État va se traduire, en Vendée, par la suppression de deux trésoreries. C'est le syndicat Force ouvrière qui le révèle. Selon le syndicat, ce sont les sites de La Mothe-Achard et de Maillezais qui sont voués à disparaître.

Force ouvrière annonce également la restructuration des trésoreries du Poiré-sur-Vie et de Mortagne-sur-Sèvre, appelées à perdre le service de recouvrement de l'impôt. « Cette fragilisation des structures précède souvent leur suppression », prédit Sébastien Lièvre.

En Vendée, ce plan d'économie devrait se traduire par la suppression de « 15 à 20 postes ». Au cours des huit dernières années, les finances publiques ont perdu 130 emplois, soit 15 % de leurs effectifs. « C'est une logique purement comptable, qui ne tient pas compte de l'activité des sites, commente le responsable syndical, en prenant appui sur la situation de La Mothe-Achard. On profite d'un départ en retraite pour supprimer le bureau, dans un territoire qui a vu sa population croître de 50 % ».

L'administration va désormais consulter les élus locaux avant l'été pour valider un schéma en sep-

tembre prochain. Il prendra effet au début de l'année 2016. Force ouvrière a tiré le signal d'alarme auprès des parlementaires. Il met en garde contre « une remise en cause » de la proximité. Maillon essentiel de la gestion des collectivités, les finances publiques sont aussi en prise directe avec le contribuable. Encore plus avec la crise, qui a vu les contentieux et demandes d'étalement exploser.

« À un moment, on risque l'asphyxie », affirme Sébastien Lièvre. L'an passé, la cité administrative de La Roche-sur-Yon a accueilli 40 000 personnes. Cette année,

pour tenir tous ses missions, elle envisage de fermer ses guichets le mercredi. « On va répartir 25 % des usagers sur les autres jours. Ces situations génèrent du mécontentement chez le public et du mal être dans les services. »

Pour Philippe Rocheteau, le secrétaire départemental de Force ouvrière, la situation n'est malheureusement pas une surprise. « Elle est inscrite dans la logique du pacte de responsabilité. Ces économies finissent par porter atteinte à la mission de service public. »

J.-M. B.

Ouest France – 17/06/2015

« C'est le service public qu'on tue à petit feu »

Pause méridienne, horaires décalés dans les équipes, déplacement d'agents, les syndicats de La Poste du nord-ouest vendéen dénoncent le projet de réorganisation du travail de la direction. Ils étaient en grève hier.

Ils sont là depuis 6 h 30, ce vendredi. Une quarantaine d'agents de la Poste des secteurs de Challans, Beauvoir-sur-Mer, Saint-Jean-de-Monts, Noirmoutier, Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Saint-Hilaire-de-Riez et l'Île-d'Yeu sont rassemblés devant la plateforme de courrier challandaise.

En grève, ils dénoncent la future de réorganisation du travail portée par la direction. Présentés aux syndicats le 6 mai, et aux employés il y a quinze jours, trois scénarios sont possibles. Ceux-ci devaient être soumis au vote dès vendredi, mais le seront finalement mardi « à titre consultatif ». Les syndicats (Sud, CGT, FO, CFDT) sont vent debout contre le projet. « Ce qui est proposé va totalement désorganiser le travail, explique Yvon Poirier de la CGT. Ce que nous réclamons ce sont de vraies négociations. »



⇒ **A La Poste, FO présent dans toutes les mobilisations**
D'abord à Pouzauges, puis à Fontenay-le-Comte, Challans, Aizenay

Suite de l'article page suivante

« C'est le service public qu'on tue à petit feu »

Pause méridienne

Parmi les mesures contestées : une pause méridienne imposée. La direction souhaite instaurer un arrêt de 45 minutes à midi, non rémunéré, car hors du temps de travail. Actuellement, les agents disposent de 20 minutes rémunérées, modulables selon les besoins de l'agent. « La conséquence, c'est que du courrier va être livré vers 15 h chez des professionnels et des particuliers. Désormais, on nous le dit clairement, la priorité ce n'est pas que ce soit livré le matin », déplore Patrice Brillouet de Sud.

Concrètement, au lieu de travailler

de 6 h 45 à 13 h 20, les horaires s'étaleront jusqu'à 15 h, voire plus tard selon les syndicats. « C'est le service public que l'on tue à petit feu », lance un gréviste.

Avec cette réorganisation, la « prime de collation » de 2 € par jour travaillé disparaît. « C'est une perte de 40 € par mois », évalue une gréviste. Officiellement, cette pause méridienne est là pour améliorer les conditions de travail. Une volonté discutée par les salariés mobilisés. « On nous a mis les formations le matin sous prétexte que l'après-midi, c'était mauvais pour la concentration. Là, on nous demande de conduire... Un peu de cohérence ! », s'agace

Patrice Brillouet. Et Daniel Grelier, de FO, d'ajouter : « Et on ne parle pas des difficultés pour se restaurer. Bien souvent, ce sera un sandwich et encore, quand on ne travaillera pas pendant cette pause pour rattraper les retards. »

Les salariés s'inquiètent également de la création de différents horaires au sein d'une même équipe. « Les uns viendront à 7 h, d'autres à 7 h 30 et encore d'autres à 8 h. Les uns vont faire beaucoup de tri, les autres de la distribution. Ce n'est pas bon pour la santé des agents, analyse Daniel Grelier. Les arrêts de travail pour maladie se multiplient. On va ne faire qu'aggraver la situation. »

Préavis illimité

Les syndicats regrettent, en outre, que les agents de Beauvoir-sur-Mer soient amenés à l'avenir à venir travailler au centre de tri de Challans et ceux de Saint-Hilaire-de-Riez, à Saint-Gilles-Croix-de-Vie. « La direction propose tout en même temps. C'est très compliqué. Derrière tout

ça, l'enjeu c'est l'emploi. Il faut recruter sur les postes vacants », estime Jean-Luc Idier (Sud). Plusieurs employés assurent ne pas refuser de s'adapter « mais pas à n'importe quel prix ».

Pour les organisations, ce plan pourrait conduire à la suppression de sept postes. Après une réunion en fin de matinée, les positions n'ont pas bougé. « C'est un dialogue de sourds. En assemblée générale, nous avons décidé d'un nouveau préavis de grève, illimité cette fois, à la mi-juin. Nous boycotterons aussi le vote de mardi », annonce Patrice Brillouet.

La réorganisation devrait se faire en deux temps : en septembre pour Challans, Beauvoir, L'Île-d'Yeu et Saint-Jean-de-Monts ; en novembre pour Saint-Gilles, Saint-Hilaire et Noirmoutier. « Aujourd'hui c'est un avertissement. Si ça continue, on tapera plus fort », conclut un agent, déterminé.

Fabien PIÉGAY.

« Ce qui se passe ne concerne pas que Challans. Dans d'autres secteurs de Vendée aussi, c'est tendu »

Daniel Grelier, Force ouvrière.

Force est de constater que l'appel à la grève interprofessionnelle de 24 heures FO-CGT-FSU-Solidaires du 9 avril a ouvert de nouvelles perspectives de résistance et d'action aux salariés.

- ➔ Les grèves dans l'Enseignement (Réforme du collège), dans la Santé et l'Action Sociale (budgets d'austérité, loi Touraine), à la Poste (ici aussi réorganisations sur le dos des agents),
- ➔ et le succès de première importance obtenu à l'APHP (les Hôpitaux de Paris) : après 4 jours de grève, 2 rassemblements de 8.000 puis de 15.000 agents, le Directeur Général a dû retirer son projet.

Une nouvelle période s'ouvre.

Le rapport de forces, la clarté sur les revendications permettent de faire reculer, de gagner sur les revendications.

Il y aura une suite au 9 avril, d'ores et déjà, préparons-la.

Débatte, organiser la résistance, négocier et se syndiquer, tel est l'ordre du jour du moment !

Rejoignez FO, la force en liberté.

La Roche sur Yon, le 6 juillet 2015

Bulletin d'adhésion à FO

à retourner à UD FO – 16 boulevard Louis Blanc BP 399 – 85010 La Roche sur Yon Cédex
ou par mail : udfo85@force-ouvriere.fr

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Portable : E-mail :

Nom et adresse de l'entreprise :

..... Code NAF :

Date Signature